

D.R.I.R.E.

Arrêté n°2003-2691

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Le PRÉFET de la MEUSE,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement et notamment le livre V, article L512-7,

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application de la Loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement),

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 1997 relatif aux stockages de chlore gazeux liquéfiés sous pression lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 18 tonnes,

VU l'arrêté préfectoral n°2.473 du 5 juillet 1976 autorisant la société ICI à exploiter une usine de produits chimiques sur la Zone Industrielle de Baleycourt à VERDUN modifié par les arrêtés préfectoraux n°87.1123 du 30 avril 1987, n°88.2422 du 24 juin 1988, n°88.2419 du 30 juin 1988, n°91.0003 du 2 janvier 1991, n°92.1950 du 7 mai 1992, n° 92-2115 du 22 mai 1992, n°92.3128 du 8 juillet 1992, n°93.2383 du 19 octobre 1993, n°94.3269 du 18 octobre 1994, n°95.0177 du 26 janvier 1995, n°96.1058 du 7 juin 1996, n°96.2547 du 28 novembre 1996, n°98.1814 du 6 août 1998, n° 99-509 du 11 mars 1999, 2000-2122 du 20 septembre 2000, 2000-2951 du 18 décembre 2000, 2001-2727 du 23 novembre 2001, 2001-2728 du 23 novembre 2001 et 2003- 1051 du 21 mai 2003,

VU l'arrêté préfectoral n° 92-703 du 19 février 1992 relatif à l'autosurveillance des rejets de l'établissement,

VU les récépissés de déclaration des 14 mai 1979 et 3 juin 1996 délivrés à la société ICI C&P France SA,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-1386 autorisant la société INEOS CHLOR France à reprendre l'exploitation des activités de l'usine autorisée par les arrêtés préfectoraux et récépissés susvisés,

VU le rapport du 21 août 2003 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

VU l'avis du 26 septembre 2003 du Conseil Départemental d'Hygiène,

CONSIDERANT que les éléments complémentaires aux études des dangers produites en 1999, 2000 et 2001, fournis en date du 30 juin 2003 révèlent la possibilité de réduire par des aménagements les effets d'un accident lié à une perte de confinement de chlore,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1. La société INEOS procédera au déplacement du poste dépotage de chlore sur l'emplacement de l'actuel quai de déchargement des wagons de fûts vides. Le nouveau poste de dépotage sera installé dans un bâtiment doté d'un bardage métallique et d'une cuvette de rétention, et constituant un confinement muni d'une tour d'abattage à la soude capable de contenir et de traiter un débit de chlore gazeux de 8 kg/s pendant une période correspondant aux rejets de chlore d'une vidange complète d'un wagon.

Article 2. La société INEOS équipera la ligne de transfert de chlore du poste de dépotage aux réservoirs de stockage, de deux vannes automatiques la compartimentant en trois tronçons de longueur maximale unitaire de 60 mètres.

Les vannes seront asservies à un système de détection d'agressions mécaniques et thermiques permettant de détecter tout incident affectant la ligne de transfert, y compris toute fuite de chlore. Des détecteurs supplémentaires de chlore seront mis en place à proximité des deux nouvelles vannes de sectionnement.

Article 3. Les dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus sont applicables dans des délais n'excédant pas le 31 décembre 2004.

Article 4. En vue de l'information des tiers

- 4.1.) Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de VERDUN et peut y être consultée.
- 4.2.) Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de VERDUN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.
- 4.3.) Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 5. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6. La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n°38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage pour les tiers.

Article 7. Le Secrétaire Général de la Préfecture de la MEUSE, le Maire de VERDUN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société INEOS CHLOR France et dont une ampliation sera adressée, pour information, à MM les Directeurs Départementaux de l'Équipement, de l'Agriculture et de la Forêt, des Affaires Sanitaires et Sociales et du Service départemental d'Incendie et de Secours, à M le Directeur Régional de l'Environnement, à M le Directeur du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile et à Mme la Sous-Préfète de VERDUN.

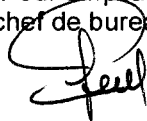
BAR LE DUC, le 27 octobre 2003

Le PRÉFET

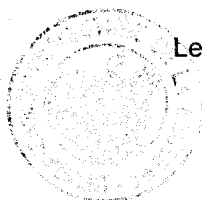
Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général par intérim,

Pour ampliation,  
Le chef de bureau délégué,



Marie-José GAND



Sophie COUTOR